

Question écrite n°2352 - Sujet : Evolution démographique

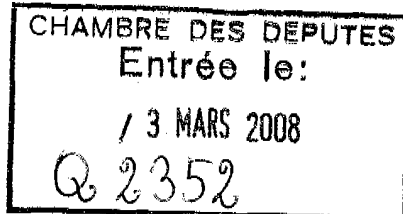
Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale; Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances

Date limite de réponse à la question : 03-04-2008

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
03-03-2008	Dépôt de la question	Document écrit de la question
03-04-2008	Délai de réponse dépassé	
22-04-2008	Réponse écrite de Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale; Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances	Document écrit de la réponse



Monsieur Lucien WEILER
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, 3 mars 2008

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances concernant l'évolution démographique.

Les députés européens viennent d'adopter le rapport de Mme Françoise Castex sur l'avenir démographique de l'Europe qui - une fois n'est pas coutume - dresse un tableau plutôt alarmant de l'évolution démographique en Europe. Le manque de structures d'accueil pour enfants et l'absence de politique socio-économique adéquate de soutien des parents, et plus particulièrement des mères qui travaillent, expliquent en partie le faible taux de natalité européen. Aussi n'est-il pas surprenant que le rapport préconise comme mesures concrètes destinées à encourager la natalité d'adapter les politiques publiques aux besoins des parents en augmentant les investissements publics dans les aides aux jeunes enfants, dans les garderies d'enfants ou la protection sociale ou en promouvant le congé de paternité et en établissant un droit effectif au congé parental. Lors de l'adoption du rapport Castex précité, les députés européens ont appelé les Etats membres à prendre des mesures fiscales encourageant l'augmentation du taux de natalité. Des actions positives en faveur de la parentalité telles que des droits supplémentaires à la retraite ou des allègements fiscaux pour la création de crèches d'entreprise devraient être encouragées.

Dans ce contexte, il échet de rappeler que lors du sommet de Barcelone en 2002, les Etats-membres de l'Union européenne se sont fixés comme objectif d'offrir en 2011 une crèche ou une garderie pour au moins un tiers des enfants de moins de trois ans, ce taux devant grimper à 90% pour les enfants âgés de trois ans et l'âge légal de première année d'école.

In fine, il est à noter que les députés européens ont également donné leur feu vert à la collecte régulière de données comparables au niveau européen sur la population et le logement. Le premier recensement aura lieu en 2011. Ces données sont indispensables pour l'étude et la définition de politiques régionales, sociales et environnementales, partant pour la détermination des politiques publiques pour soutenir les parents et les aider à mieux concilier leur vie familiale et professionnelle.

Au vu de ce qui précède, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et Monsieur le Ministre des Finances:

Le gouvernement dispose-t-il déjà de données statistiques comparables sur la population et notamment sur la composition du ménage ? Dans la négative, pense-t-il qu'il sera prêt à remplir ses engagements pour 2011 ?

Le Luxembourg remplit-il les engagements pris lors du sommet de Barcelone concernant la création de crèches ou de garderies pour enfants de moins et de plus de trois ans ? Dans la négative, quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour y remédier ? En tout état de cause, quelle est la situation luxembourgeoise au niveau de l'offre de crèches et de garderies comparée aux autres Etats membres de l'Union européenne ?

Quelle est la position du gouvernement par rapport aux différentes mesures proposées par le Parlement européen notamment par rapport aux mesures fiscales et aux actions positives en faveur de la parentalité telles que des droits supplémentaires à la retraite ou des allègements fiscaux ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Nancy Arendt
Députée





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'Etat
à la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 24 avril 2008

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 2 47 - 82952

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
28 AVR. 2008

Réf.: 2007 - 2008 / 2352 - 02

Objet: Réponse commune à la question parlementaire n° 2352 du 3 mars 2008
de Madame la Députée Nancy Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre des Finances à la question parlementaire sous objet, concernant l'évolution démographique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement


Octavie Modert



Luxembourg, le 22 avril 2008
Réf. 256.3/08

Le Ministre aux Relations avec le Parlement	
SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 24 AVR. 2008	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Madame la Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement
Service Central de Législation
à
Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°2352 du 3 mars 2008 de Madame la députée Nancy Arendt

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, à l'attention de Monsieur le Président de la Chambre des Députés, la réponse commune des Ministres de la Santé et de Sécurité sociale, de la Famille et de l'Intégration et des Finances à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre des Finances.

Jean-Claude JUNCKER

**Réponse commune des Ministres de la Santé et de Sécurité sociale, de la
Famille et de l'Intégration et des Finances,
à la question no 2352 du 3 mars 2008 de Madame la députée Nancy Arendt**

La capacité d'accueil en places à plein temps pour enfants non scolarisés se compose actuellement de la façon suivante :

Crèches privées	1812
Crèches privées conventionnées	1459
Crèches communales non conventionnées	20
Crèches communales conventionnées	86
Crèches d'entreprise à accès réservé ou prioritaire	523
Crèches privées conventionnées en tant que maison relais	230
Crèches communales conventionnées en tant que maison relais	220
Places auprès d'assistantes maternelles privées agréées	725
Total :	5075

Selon le STATEC le nombre d'enfants non scolarisés, âgés de moins de 4 ans a été en 2007 de 27920. Le Luxembourg dispose dès lors de places d'accueil de jour à plein-temps pour 18,18% des enfants âgés de moins de 4 ans. Pour disposer d'une place en structure d'accueil de la petite enfance pour un tiers des enfants, il faudrait que notre pays dispose de 9213 places à plein temps en crèche.

Pour apprécier le niveau de la demande réelle, il y a lieu de vérifier si les places existantes sont toutes occupées et s'il existe des listes d'attente plus ou moins longues dans les crèches.

Suite aux décomptes financiers de l'exercice 2007 réalisés auprès des crèches conventionnées par l'Etat, il y a lieu de constater qu'en moyenne sur l'année 2007 10% des places disponibles en crèche conventionnée ont été vacantes pendant toute l'année, soit 150 places. Sur les 120 places que l'Etat loue auprès des crèches privées non conventionnées en vue de les relouer à prix réduit à des familles à revenus modestes, le constat est le même : souvent les places sont vides pendant plusieurs mois avant qu'un enfant ne soit inscrit, alors que le prix modéré pour ces places est souvent nettement plus bas que les prix pratiqués sur le marché.

S'il est évident que toutes les régions du pays ne sont pas encore dotées de structures d'accueil de la petite enfance en nombre suffisant et que le phénomène de places temporairement vides ne se manifeste pas dans toutes les régions avec la même intensité (ex. taux d'inscription des crèches conventionnées en 2007 à Luxembourg-ville 87%, Bertrange 79 %, Esch-Alzette 86%, Bascharage 75%, Schifflange 92%, Hosingen 84%, Wasserbillig 88%), il est tout aussi clair qu'au vu de places vides et de listes d'attente non existantes dans certaines régions du pays il faut maintenir un certain équilibre entre la demande et l'offre, l'objectif d'un pays ne pouvant pas être de produire une capacité d'accueil théorique de 33 % mais une adéquation de l'offre à 100% de la demande.

Le Gouvernement maintient sa volonté de créer des crèches dans toutes les régions du pays, en tenant compte de l'évolution de la population et du taux d'activité des parents, mais n'envisage pas pour autant de créer une surcapacité trop importante en vue

d'atteindre un objectif chiffré arrêté d'une façon générale pour tous les pays de l'Union européenne qui n'est pas nécessairement en phase avec les besoins réels du pays.

En ce qui concerne l'assurance pension, différentes mesures tendant à favoriser la parentalité ont été successivement introduites. Il s'agit notamment des avantages suivants :

- la mise en compte d'une période de 24 à 48 mois dans le chef des parents se consacrant à l'éducation du ou des enfants (années-bébé) comme périodes d'assurance effective ;
- la mise en compte comme périodes complémentaires des périodes pendant lesquelles l'un des parents a élevé au Luxembourg un ou plusieurs enfants âgés de moins de 6 ans ;
- l'introduction du forfait d'éducation qui constitue la mise en œuvre pratique d'une politique de reconnaissance du travail éducatif des enfants.

Au sujet des mesures fiscales, il y a lieu de souligner que les frais supportés par les employeurs, notamment pour l'aménagement et le fonctionnement de crèches d'entreprises, sont à considérés comme dépenses d'exploitation déductibles du bénéfice de l'entreprises.